



Communiqués et revue de presse

Lundi 29 mai 2006

Drame sur la Réserve Naturelle des Nouragues, Guyane

Communiqués de presse.....p.2 à 7

21 mai 2006 : communiqué de presse ATTAC

22 mai 2006 : communiqué de presse CNR

24 mai 2006 : communiqué de presse RNF, FNE, WWF, LPO, Fondation Nicolas Hulot, Ligue ROC
communiqué de presse Kwata, C.R.O.A, Sepanguy, ADNG, GEPOG

Revue de presse.....p.8 à 14

Dépêches AFP

- Deux employés d'une réserve naturelle de Guyane tués par balle
- Assassinat de gardes: l'UICN inquiète pour les zones protégées en Guyane
- La fièvre de l'or compromet la sauvegarde de la forêt en Guyane AFP, Cayenne, le 23 05 06
- L'orpaillage clandestin en Guyane menace la sécurité et l'environnement (ONG) AFP, Paris, le 24 05 06

France Guyane

- 19/5/6: «Deux piroguiers morts aux Nouragues»
- 20/5/6 «Réserve à haut risques»
- 22/5/6: «Les gardiens de la plus grande réserve naturelle ont été tués»
«Capi et Domingo craignaient les clandestins»
«Aux nouragues, l'insécurité fait reculer la sciences»

Libération

24/5/6 « Le CNRS évacue une station en Guyane Orpaillage. L'assassinat de deux gardes souligne l'insécurité de la région »



ATTAC Guyane
2 rue Constant Chlore
97310 Kourou
TEL/FAX 05 94 32 31 69

Le 21/5/06

COMMUNIQUE :

Ils s'appelaient Capi et Domingo. Deux hommes doux et pacifiques, heureux de nous faire aimer, par le partage de leurs Savoirs, le Grand Bois qui nous entoure. L'un m'avait montré le cheminement d'un tapir au détour d'un layon et l'endroit où il s'était laissé glisser dans l'eau claire d'une crique, l'autre m'avait enseigné certains composants entrants dans la confection d'un ciel de case traditionnel.

Dans son édition du 19 mai, France-Guyane annonce leur assassinat, sur le lieu même de leur travail, au camp Arataï. Pour quelques marchandises, quelques moteurs. C'est le cours de la vie en Guyane aujourd'hui.

Les conséquences de ce crime délibéré vont sans doute se solder par l'abandon pur et simple de la station d'Education à l'Environnement et celle de Recherches des Nouragues. Quelle direction osera désormais envoyer d'autres collaborateurs sur cette Réserve sans la protection de la force publique ? Quel délai va-t-il falloir aux clandestins pour dépouiller une nouvelle fois ce centre d'études rééquipé à grands frais ? Quels universitaires aussi passionnés soient-ils accepteront désormais de venir étudier faune et flore, bousculés par des cohortes d'orpailleurs ?

L'abandon de ces bases d'études, symbolisera l'acceptation par l'Etat français du recul de la connaissance et de l'intelligence face au retour triomphal de la barbarie. Il impliquera également la transformation d'une partie du territoire national en zone occupée par le non-droit, où l'on élimine physiquement les gêneurs, même s'ils ont reçu l'ordre de ne pas résister en cas d'attaque. En toute impunité...

L'Etat nous affirme qu'il fait tout ce qui est en son pouvoir. Nous pensons le contraire. Les méthodes utilisées jusqu'à présent montrent leurs limites, il faut en appliquer d'autres. Elles existent mais demandent une volonté politique beaucoup plus déterminée que celle que nous rencontrons actuellement.

Par ailleurs, ce drame inacceptable ne doit-il pas nous amener à réfléchir sur le rôle de l'Etat et la responsabilité des Elus concernant le futur de la Guyane ?

Est-il provocateur de trouver un parallèle entre ce qui vient de se passer aux Nouragues et le projet minier de la transnationale Cambior, dénué de toutes garanties sérieuses concernant la gestion de ses déchets hautement toxiques ?

Dans les deux cas le seul motif n'est-il pas la cupidité vorace, brutale et immédiate au mépris de la Vie ? Mais dans les deux cas la responsabilité de

l'Etat n'est-elle pas prépondérante, par laxisme ou incompétence d'un côté, par collaboration complice de l'autre?

Combien de temps la société va t-elle supporter ce fait du Prince, ce mode de fonctionnement méprisant des aspirations du peuple?

Combien de temps allons nous nous laisser bernier par des politiques qui prétendent avoir déjà fait le maximum et nous recommandent de nous habituer à la dureté des temps ?

Il est temps de réagir, l'Etat doit assumer ses responsabilités mais cela ne se fera que si nous, citoyens, décidons de reprendre en mains notre destin.

Rien ne bougera si nous restons passifs. Au niveau de nos familles de nos amis, de nos réseaux, associations ou syndicats, il est impératif de se regrouper, de manifester auprès des politiques notre droit et notre volonté de vivre en paix dans un environnement respecté.

Guyanais, lève-toi!

P.Monier

Pdt Attac-Guyane

membre du collectif « Quel orpaillage pour la Guyane ? »



CENTRE NATIONAL
DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE

Bureau du CNRS en Guyane
UPS 2561

Cayenne, le 22/05/06

Communiqué

Suite à la découverte, dans l'après-midi du jeudi 18 mai 2006, des corps assassinés des deux gardes-piroguiers de la station d'écotourisme Arataï, dans la réserve des Nouragues en Guyane française, le CNRS a procédé, par précaution, à l'évacuation de ses stations de recherche du site Inselberg et du site de Saut Pararé, situés dans cette même réserve. Le retrait des stations est transitoire, une sécurisation des sites est mise en place pour éviter les dégradations. Le CNRS souhaite pouvoir ré-investir ses sites de recherche dès que les conditions de sécurité seront restaurées dans le périmètre des stations.

Le jeudi 18 mai, en fin d'après-midi, les corps sans vie de Domingo Ribamar da Silva et Andoe Saaki, connu sous le nom de «Capi» étaient découverts sur le site de la station d'écotourisme gérée par l'association Arataï, dans la réserve naturelle des Nouragues en Guyane française. Domingo et Capi étaient les gardes-piroguiers de cette station qui accueille régulièrement des groupes scolaires et des touristes désireux de découvrir la forêt naturelle de Guyane et sa biodiversité. Nous attendons les premières conclusions des rapports d'autopsie pour connaître la date exacte du décès de Domingo et Capi, qui ont été abattus par tir de fusils de chasse. Selon les premières constatations, aucune altercation ne semble avoir eu lieu, ce qui laisse supposer que les deux malheureux ont été surpris par une attaque crapuleuse dont l'objet reste à préciser. Du matériel – pirogues, moteurs et matériel de téléphonie satellite a été emporté par les criminels. Une enquête de gendarmerie est en cours pour déterminer les circonstances du drame et tenter de retrouver les auteurs des faits.

Capi et Domingo étaient bien connus des personnels CNRS qui séjournent à Saut Pararé, à moins d'une heure de pirogue du camp de l'Arataï, sur la rivière éponyme. C'est en effet à une quinzaine de kilomètres en amont du bras de rivière que se situe le dispositif permanent d'accès à la canopée, COPAS, dont la construction est justement en cours d'achèvement. Capi et Domingo avaient déjeuné à Saut Pararé, le samedi précédent leur mort, en compagnie de l'équipe présente des scientifiques du CNRS, et de diverses institutions étrangères, ainsi qu'une équipe d'ingénieurs franco-allemande procédant à l'installation du ballon d'hélium et de la nacelle. Ce système qui doit permettre aux scientifiques de se déplacer sur la canopée était la touche finale du dispositif COPAS que devait visiter, le jeudi 25 mai la présidente du CNRS Catherine Bréchnignac en visite d'une semaine dans le département de la Guyane. A la demande de Mme Bréchnignac, cette visite n'est pour l'instant pas suspendue et devrait bien s'effectuer jeudi, avec toutes les conditions de sécurité nécessaires.

L'émotion des personnels CNRS de Guyane est donc grande à l'annonce de la mort tragique des deux gardes-piroguiers du camp de l'Arataï. Elle associe la gouvernance du CNRS représentée ici par Mme Catherine Bréchnignac, présidente du CNRS, et M. Bernard Delay, directeur du département scientifique Environnement et Développement durable du CNRS, tous deux actuellement en visite dans le département dans le cadre d'une mission prévue de

longue date. L'ensemble des personnels associé au CNRS-Guyane témoigne sa plus sincère compassion aux proches de Domingo Ribamar da Silva et Andoe Saaki, à leurs familles ainsi qu'à leurs collègues et amis de l'association Arataï.

Face au caractère gravissime des faits, M. Alain Pavé, représentant du CNRS en Guyane a pris dès vendredi 19 mai la décision de procéder à l'évacuation de l'ensemble des personnes qui séjournaient sur les camps scientifiques des Nouragues-site Inselberg, et Saut Pararé. 14 personnes ont été évacuées par des rotations d'hélicoptère organisées les vendredi 19 mai et samedi 20 mai, ainsi que le matériel mobile opérationnel et scientifique installé sur les camps. Dans la nuit du vendredi au samedi, le camp de Saut Pararé, où se trouvait encore quelques personnes, a été placé sous la protection de la gendarmerie nationale.

Le retrait de la station des Nouragues est transitoire jusqu'à ce que des garanties soient acquises pour restaurer les conditions de sécurité nécessaires à la fréquentation de ce dispositif unique au monde pour l'étude des écosystèmes forestiers intertropicaux. En attendant le retour des chercheurs, le dispositif est sécurisé pour éviter toute déprédation.

La gravité des faits actuels, l'alerte qu'avait constituée le pillage du camp de Saut-Pararé en juin 2004, et le sentiment d'insécurité manifesté de manière récurrente ces dernières années par les chercheurs qui travaillent en forêt profonde autorisent légitimement à s'interroger sur le maintien de stations de recherche forestières en Guyane.

Le CNRS souhaite pour sa part continuer à opérer de telles stations. L'intérêt des recherches scientifiques et des observations sur les écosystèmes forestiers intertropicaux, conduites en Guyane au meilleur niveau et dans un contexte européen et international, sur des stations réputées pour la qualité de leur accueil et de leurs équipements, doit l'emporter sur la crainte d'assister, impuissant, à la transformation de la forêt amazonienne de Guyane en une terre de déshérence abandonnée aux hors-la-loi.

Contacts

Bureau du CNRS en Guyane

Directeur Alain Pavé – tél 05 94 35 27 99

Directeur de la station des Nouragues Pierre Charles-Dominique – tél 05 94 35 27 99

Chargée de la communication Gaëlle Fornet 05 94 32 92 15



Communiqué de presse

Mercredi 24 mai 2006

Deux agents assassinés dans les réserves de Guyane : l'Etat se doit de réagir

Jeudi 18 mai 2006, deux agents, piroguiers-charpentiers de la Réserve Naturelle des Nouragues en Guyane française ont été retrouvés assassinés sur le camp Arataï. Domingo RIBAMAR DA SILVA et Andoe SAAKIE, surnommé Capi, oeuvraient depuis trois et dix ans sur ce camp d'éducation à l'environnement. Hommes de confiance, ils étaient appréciés de leur entourage : personnels d'Arataï, scientifiques du CNRS, touristes et groupes scolaires accueillis. Avec le décès tragique de nos collègues, le monde de l'environnement perd des trésors de compétences au service de la protection de la nature.

Etendue sur 100 000 hectares de forêt tropicale primaire, la Réserve Naturelle des Nouragues est la plus grande réserve naturelle française. D'une incroyable biodiversité, elle présente une importance internationale pour la connaissance et la conservation de la nature. Une station CNRS, située dans la réserve, reçoit chaque année des équipes françaises et internationales de recherche scientifique sur le fonctionnement de la forêt amazonienne, poumon vert de la planète. Par précaution, la station a été évacuée.

Ces meurtres témoignent d'une volonté de voir s'étendre dans les zones aurifères un vaste espace de non-droit où seule prévaut la loi du plus fort. L'insécurité est un problème grandissant en forêt guyanaise, pour les acteurs de la conservation de la nature, les chercheurs, les professionnels du tourisme et la population locale. Depuis 2001, l'orpaillage clandestin sévit dans le secteur des Nouragues, divers agents de la réserve ont subi des menaces de la part d'orpailleurs armés, et la station d'études du CNRS au Saut Pararé fut pillée en 2004. Aucune solution n'a été trouvée pour empêcher durablement cette activité, malgré les alertes répétées. Pourtant, ses impacts sur le patrimoine naturel, la santé, la sécurité, et la cohésion sociale des populations guyanaises sont inacceptables (pollution des fleuves par le mercure et les boues, déforestation, violences, vols et meurtres, destruction d'espèces protégées, etc.). Déjà les répercussions de cette délinquance débordent dans la région côtière.

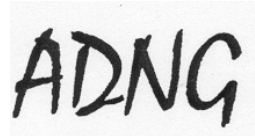
Aujourd'hui, une limite irréversible a été franchie aux yeux des acteurs de la protection de la nature : des hommes ont été tués alors qu'ils accomplissaient pour l'association Arataï une mission de service public pour le compte de l'Etat.

Alors que le Président de la République débute aujourd'hui un déplacement au Brésil, nous lui demandons ainsi qu'à ses Ministres, de rendre hommage à Capi et à Domingo et d'opérer un changement radical dans la politique française en forêt guyanaise. La France se doit d'assurer la santé et la sécurité de ses citoyens ainsi que de répondre à ses engagements internationaux en matière de conservation du patrimoine naturel amazonien.

Contacts presse RNF :

Métropole : Frédéric Bioret 06 87 06 55 96 – Guy-François Frisoni 06 11 63 65 54

Outre-mer : Olivier Tostain 06 94 41 20 01



Communiqué de presse des associations de protection de la nature de Guyane

Assassinat de deux agents de la réserve naturelle des Nouragues

Mercredi 24 mai 2006

Les associations de protection de la nature guyanaises souhaitent en premier lieu exprimer leur soutien aux familles, aux proches, au personnel de la réserve naturelle. Mais aussi crier de nouveau leur colère.

Deux innocents assassinés en forêt. Deux là, et combien d'autres ici, combien avant, combien sans doute déjà depuis ? Ceux là étaient des agents d'une réserve naturelle, et après tant de silence et de regards détournés, leur mort violente a fait éclater au grand jour une réalité inavouée, étouffée, bafouée, depuis trop de temps. En effet, combien de courriers, de communiqués de presse, de lettres aux autorités ont été regardés avec condescendance depuis les prémices de cette nouvelle ruée vers l'or sauvage et incontrôlée, dénoncée dès 1998. Nous connaissions tous Capi et Domingo, amis pour certains d'entre nous, compagnons d'une expédition, d'un soir, d'une virée sur le fleuve pour d'autres.

Nous les connaissions eux, mais combien n'avons nous pas pu connaître ? Leur assassinat n'engendrerait-il que quelques lignes de plus, un nouveau réflexe médiatique de la part des associations ? Une attaque supplémentaire envers des responsabilités non avouées, et encore moins assumées ? De tout cœur, nous souhaitons que non ! Peut être que nos mots d'aujourd'hui seront perçus comme tels, des coups d'épée dans l'eau polluée des criques de Guyane et d'ailleurs. Partout en Amazonie la fièvre de l'or oppresse, détruit, tue sans discernement. Après des années de silence et de sourires polis, que fera l'Etat ? Le problème sera t'il un jour évalué à sa juste mesure ? Messieurs les décideurs, faites vite. Tout de suite. La forêt pleure, nous vous mettons une nouvelle fois face a vos responsabilités. Et nous continuerons, pour Capi, pour Domingo, et pour les autres.

Contacts presse :

Association GEPOG : Nyls de Pracontal 05-94-29-46-96

Association Kwata : Benoit de Thoisy 05-94-25-43-31

Revue de presse

Dépêches AFP

Deux employés d'une réserve naturelle de Guyane tués par balle

Deux employés de la réserve naturelle des Nouragues ont été tués par balle sur un camp isolé d'éducation à l'environnement, situé à une centaine de kilomètre au sud de Cayenne, a indiqué samedi la gendarmerie.

Les corps des deux hommes, âgés de 62 et 40 ans, ont été découverts jeudi par une responsable de l'association Arataï, gestionnaire de la réserve. Ils étaient chargés du transport, de l'entretien du camp et de la surveillance de la réserve. Ils ne répondaient plus aux appels radio depuis lundi, a indiqué à l'AFP le président de l'association, Alexis Domput.

Le mobile avancé pour l'instant par les enquêteurs est le vol. Les moteurs de pirogues, un poste radio et un téléphone satellite ont disparu, selon la gendarmerie.

Il semble qu'ils aient été surpris par leurs agresseurs. L'un d'eux présentait un impact d'arme à feu à l'arrière de la tête, l'autre au niveau du thorax, a indiqué à l'AFP le Commandant Michel Pons, officier de communication de la gendarmerie de Guyane. Des douilles ont été retrouvées sur le lieu du meurtre.

Les corps ont été transportés vendredi à Cayenne par hélicoptère en vue d'une autopsie qui permettra notamment de déterminer le jour exact des décès.

Le lieu du drame est proche d'un camp scientifique du CNRS, situé également dans la réserve naturelle, et dédié à l'étude des écosystèmes de la forêt tropicale.

La dizaine de chercheurs qui y séjourne doit être évacuée samedi, selon la gendarmerie. En attendant, leur camp est protégé par trois gendarmes.

Les Nouragues constituent la plus grande réserve naturelle de France, s'étendant sur 100.000 hectares de forêt primaire. Des chantiers d'orpaillage clandestin sont régulièrement signalés dans cette zone depuis 2001.

En novembre 2005, un riverain du fleuve Approuagues, Philippe Gros, avait été tué d'une balle dans la nuque. Il fournissait des renseignements aux gendarmes dans leur lutte contre l'orpaillage clandestin.

Assassinat de gardes: l'UICN inquiète pour les zones protégées en Guyane

L'Union mondiale pour la conservation de la nature (UICN), inquiète mardi après l'assassinat de deux gardes d'une réserve naturelle en Guyane, s'interroge sur la capacité de l'Etat français à assurer l'intégrité des aires protégées dans ce département d'outre-mer.

Considérant cette nouvelle « dramatique », l'UICN rappelle que les deux gardes « participaient à la surveillance et à l'activité de la plus grande Réserve naturelle de France, les Nouragues, lieu d'écotourisme et de recherche d'intérêt mondial ».

« Cette réserve est occupée par des orpailleurs clandestins depuis juin 2001 et a déjà vu ses installations de recherche pillées en juin 2004 », ajoute l'Union dans un communiqué.

« Ce nouveau drame pose la question de la capacité de l'Etat à assurer l'intégrité des aires protégées en Guyane, alors qu'un Parc National doit être créé », ajoute l'UICN.

Les deux employés de la réserve ont été tués par balle la semaine dernière dans un camp d'écotourisme proche d'une base du CNRS, à une centaine de km au sud de Cayenne.

La fièvre de l'or compromet la sauvegarde de la forêt en Guyane AFP, Cayenne, le 23 05 06

La fièvre de l'or crée une insécurité croissante dans l'immense réserve naturelle des Nouragues (Guyane), dont deux employés ont été tués la semaine dernière, menaçant la sauvegarde de la forêt tropicale et paralysant les activités scientifiques. Après la découverte jeudi des corps de deux garde-piroguiers tués par balles, dans un camp d'écotourisme proche d'une base du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), à une centaine de km au sud de Cayenne, le CNRS a fait évacuer par hélicoptère les quatorze personnes travaillant dans ses stations installées dans la réserve. « Nous y

retournerons lorsque la sécurité sera de nouveau assurée », a déclaré lundi à l'AFP le directeur du CNRS en Guyane, Alain Pavé. Malgré la lutte menée depuis quatre ans par la gendarmerie, des milliers de chercheurs d'or originaires du Brésil affluent dans cette région, à la recherche du métal jaune, dont les cours se sont envolés (plus de 50% en un an). Un kilo d'or extrait en Guyane peut ainsi rapporter plus de 16.000 euros. Souvent prêts à tout, ces orpailleurs sont d'autant plus difficiles à contrôler que les Nouragues constituent la plus vaste réserve naturelle française (100.000 ha). « Je ne peux pas envoyer des chercheurs et des étudiants parmi des gens qui ont la volonté de tuer pour nettoyer le terrain », a expliqué Pierre Charles-Dominique, directeur de recherche au CNRS, responsable de la station des Nouragues. Il suggère une présence permanente de gendarmes, voire de légionnaires près de la base. Créée en 1986, la station a acquis une renommée internationale dans l'étude sur le long terme des écosystèmes forestiers tropicaux. « On risque de perdre un outil de travail d'une importance considérable », s'inquiète M. Charles-Dominique. Avec 5.800 espèces de plantes connues, 720 espèces d'oiseaux, 300 espèces de poissons d'eau douce, les Nouragues présentent une biodiversité particulièrement riche. L'évacuation de la base scientifique a interrompu d'ultimes tests du dispositif COPAS (Canopy Operation Permanent Access System), un système inédit d'étude de la canopée (strate supérieure des arbres de la forêt tropicale), fruit d'une coopération franco-allemande. En 2004, la station scientifique a été cambriolée, causant un préjudice de 100.000 euros et retardant des programmes de recherche. « Il n'est pas question pour autant de l'abandonner », a rappelé Alain Pavé. La présidente du CNRS, Catherine Bréchnignac, en Guyane depuis dimanche, a d'ailleurs choisi de maintenir comme prévu sa visite sur le site, le 25 mai. Jean Leduc, directeur régional de l'environnement, estime qu'« il faut revoir les conditions d'accès et de sécurité de cette réserve », tout en soulignant l'étendue du territoire à surveiller. La fièvre de l'or compromet également le projet de parc national en Guyane, qui devait en principe être créé d'ici la fin 2006. En gestation depuis une douzaine d'années, il comprendrait un tiers des 8 millions d'hectares de la forêt guyanaise. Les élus locaux y sont désormais favorables, mais sous réserve d'éradiquer l'orpaillage clandestin. Ce qui semble aujourd'hui compromis. Dix opérations de lutte contre les orpailleurs, baptisées « Anaconda », ont été menées par la gendarmerie depuis le début de l'année autour et dans la réserve des Nouragues. En détruisant systématiquement leur matériel et les produits de contrebande, l'État entend exercer une pression économique sur les commanditaires du trafic. Par Denis Vannier

L'orpaillage clandestin en Guyane menace la sécurité et l'environnement (ONG) AFP, Paris, le 24 05 06

L'orpaillage clandestin en Guyane constitue une menace croissante à la sécurité et à l'environnement, estiment six importantes ONG de défense de la nature qui demandent à « l'Etat français de réagir », après l'assassinat de deux gardes de la réserve des Nouragues. Dans un communiqué, les Réserves naturelles de France, le WWF, la fédération France Nature Environnement (FNE), la Ligue de protection des oiseaux (LPO), la Fondation Nicolas Hulot et la Ligue ROC, appellent le chef de l'Etat et le gouvernement à « opérer un changement radical dans la politique française en forêt guyanaise ». « La France se doit d'assurer la santé et la sécurité de ses citoyens et répondre à ses engagements internationaux en matière de conservation du patrimoine naturel amazonien », écrivent-elles en rappelant que la réserve des Nouragues, qui s'étend sur 100.000 hectares de forêt tropicale primaire, « est la plus grande réserve naturelle française ». __Les meurtres des deux gardes, tués par balles la semaine dernière, « témoignent d'une volonté de voir s'étendre dans les zones aurifères un vaste espace de non-droit où seule prévaut la loi du plus fort », ajoutent-elles. Elles soulignent que depuis 2001, plusieurs agents de la réserve « ont subi des menaces de la part d'orpailleurs armés et (que) la station d'études du CNRS fut pillée en 2004 ». « Aucune solution n'a été trouvée pour empêcher durablement l'orpaillage clandestin malgré les alertes répétées », déplorent-elles. Par Anne Chaon

FAITS-DIVERS

Deux piroguiers morts aux Nouragues

Les corps des deux piroguiers de la réserve de l'Arataï, en amont de l'Approuague, ont été retrouvés sur le camp. Des moteurs ont été volés. Hier soir, la gendarmerie montait sur place.

Le choc. Au sein de l'Arataï, association gestionnaire entre autres de la réserve naturelle des Nouragues, présidée par Alexis Dompot, c'était hier après-midi, la prise de conscience de l'horreur. Une nouvelle équipe de la structure, montée sur place dans la journée, a fait la macabre découverte. Les corps des deux piroguiers, visiblement décédés depuis plusieurs jours vu leur état, gisaient au sein même du camp d'éducation à l'envi-

ronnement. Des douilles ont été retrouvées à côté des cadavres, des moteurs et d'autres objets avaient été emportés. « Capi » et Domingo travaillaient depuis des années pour l'Arataï. Ces hommes avaient longtemps travaillé, pour l'un d'eux du moins, comme transporteurs dans le milieu de l'orpaillage.

Mais pour connaître la cause réelle du décès, il faudra attendre les constatations de la gendarmerie. Une équipe s'appretait à monter

sur place, hier soir. La nouvelle avait déjà fait le tour de la petite commune. Mais, à l'heure où nous mettions sous presse, personne parmi les forces de l'ordre ne voulait s'avancer pour la confirmer de façon officielle. Cette « Base Arataï » héberge plus de trois cents visiteurs par an. Des scolaires, pour beaucoup, qui viennent dans ce camp s'initier aux secrets de la forêt, à quatre heures de pirogue de Régina, et cent kilomètres à vol d'oi-

seau de Cayenne. En plein cœur de la réserve naturelle des Nouragues, créée en 1995, la plus grande réserve naturelle de France avec pas moins de 100 000 hectares de superficie. Et à quelques heures de distance du camp scientifique du CNRS, également appelé camp « des Nouragues », qui reste, lui, fermé au public. Les personnes qu'il s'y trouvaient, en bonne santé, devraient être rapatriés aujourd'hui.

Magali Filou

20/05/06

SAMEDI 20 & DIMANCHE 21 MAI 2006 - N° 5210 - 1,70 euro

L'Outre-mer attendait mieux de l'Europe

Le budget européen des sept prochaines années a été voté cette semaine. Résultat : les députés ultra-marins sont déçus

LIBRE PAGE 1

Venetiaan remonte les bretelles de Cambior

LIBRE PAGE 2

FRANCE - GUYANE

LE QUOTIDIEN D'INFORMATION DE LA GUYANE

Direction - Administration - Rédaction - Publicité - 17, rue Lefebvre - BP 408 - 97329 Cayenne Cedex - Tél. : 0094 29 75 06 - Fax : 0094 29 75 22

FAITS-DIVERS

Réserve à haut risque

■ Les deux piroguiers de l'Arataï, retrouvés jeudi sans vie, ont été tués par balle, selon les constats des gendarmes.

■ La réserve des Nouragues, devenue dangereuse, est évacuée. Une dizaine de scientifiques a passé la nuit sous protection.

LIBRE PAGE 2

La science perd du terrain

Les chercheurs exigent une protection pour rejoindre leurs installations des Nouragues, après le meurtre de deux employés de la réserve



LIRE PRESSE

Photo: CNRS

SOCIÉTÉ

Aux Nouragues, l'insécurité fait reculer la science

Investi par les orpailleurs clandestins, l'un des hauts lieux de l'étude de la forêt tropicale est désormais déserté. Le meurtre, la semaine dernière, de Capi et Domingo, deux employés de l'association Arataï, est venu démontrer les dangers de cette cohabitation dans la réserve des Nouragues.

Jusqu'à présent, on ne craignait que les vols. Il n'est pas possible de travailler en risquant sa vie... » Pierre Charles-Dominique étudie ce coin de forêt depuis trente ans. Il est à l'origine de la création de la réserve naturelle des Nouragues, en 1995, et dirige depuis 1986 une base scientifique de renommée mondiale. La station de terrain du CNRS a vu passer « des centaines de chercheurs du monde entier, rappelle Pierre Charles-Dominique. Les études qui y sont menées ont fait l'objet de plusieurs centaines de publications scientifiques. » Depuis samedi, cet outil majeur est paralysé. Après l'annonce du meurtre de Capi et de Domingo, jeudi, le CNRS a choisi de

quitter la station. L'ensemble des chercheurs, étudiants et ingénieurs qui l'occupaient a rejoint Cayenne samedi, laissant les équipements sous la surveillance des gendarmes. Et ils ne reviendront pas sans protection. « Je ne peux pas envoyer des scientifiques et des étudiants dans cette station s'ils doivent risquer leur vie, face à des gens qui ont la volonté de tuer pour nettoyer le terrain », explique Pierre Charles-Dominique. Le chercheur réclame « une protection permanente », par des gendarmes ou des militaires, des équipes installées aux Nouragues. Sans quoi les programmes scientifiques en cours resteront suspendus. « On risque de perdre un outil de travail d'une importance considérable

au niveau national et international, alerte Pierre Charles-Dominique. Si on ne met pas en place une protection, on cède la place à la barbarie. Cela voudrait dire que l'État abdique dans sa mission d'assurer l'intégrité du territoire », estime-t-il. L'étude de la canopée en suspens. Déjà, en 2003, le directeur de la station des Nouragues avait interpellé l'administration sur les dangers des intrusions d'orpailleurs dans la réserve. Pessimiste, il constate « un recul de l'État » en forêt guyanaise. « Je crains que l'on prenne l'habitude de l'illégalité dans cette partie du territoire. Et voilà à quoi ça mène... » Il y a deux ans, de fortes

pluies avaient contraint l'équipe du CNRS à suspendre ses travaux et à regagner le littoral. « Les clandestins en ont profité et ont tout pillé », se souvient Pierre Charles-Dominique. Résultat : 100 000 euros de perte et une année de retard sur le calendrier du projet COPAS. Ce système inédit d'étude de la canopée, la partie la plus haute de la forêt, était quasiment prêt à fonctionner. La semaine dernière, une équipe d'ingénieurs allemands effectuait les derniers essais du matériel lorsque l'évacuation a été décidée. Capitale pour la compréhension de la forêt tropicale sur le long terme, cette station l'est aussi pour mesurer les évolutions climatiques. Les scientifiques ont identifié, mesuré et cartographié près de 40 000 arbres.



Pierre Charles-Dominique, le directeur de la station scientifique des Nouragues, souligne l'importance de ce site de recherche au niveau mondial. (Photo: CNRS)

Grâce au recul dont ils disposent, près de 20 ans, ils connaissent le rythme de croissance de la forêt, la fragilité et l'importance des interactions entre la faune et la flore. « Si des modifications du climat interviennent dans le futur, nous aurons au moins un référentiel, explique Pierre Charles-Dominique. Nous avons besoin de ces données pour prendre, dans le futur, les décisions qui s'imposent face au changement cli-

matique. » En ce début de semaine, la « crise des Nouragues » devrait donner lieu à des rencontres entre les chercheurs et les services de l'État. La présidente du CNRS se trouve justement en Guyane depuis hier, avec le président du Cnes. Un déplacement programmé de longue date, qui comprend notamment une visite de la station des Nouragues. Mais dans quelles conditions ? Denis Vannier

Capi et Domingo craignaient les clandestins

Les deux piroguiers de l'Arataï, tués par balle la semaine dernière, ne se sentaient pas menacés mais avaient pour consigne de ne pas s'opposer au passage des clandestins.



Levité 22 mai 2006

Les deux employés de l'association Arataï avaient rendu visite à leurs voisins du CAPS, samedi, avant de perdre la vie. Capi et Domingo avaient partagé le déjeuner des chercheurs et des techniciens du projet COPAS. « Ils semblaient détendus, pas du tout inquiets, se souvient Pierre Charles-Dominique. S'ils avaient reçu des menaces, ils nous l'auraient dit. Mais la présence des orpailleurs clandestins leur faisait peur. Domingo m'a expliqué que s'il voyait arriver ces gens-là, il préférait se sauver en forêt. » Le président de l'Arataï, Alexis Dompot, assure lui aussi que ses employés n'étaient pas menacés. Mais ils avaient pour consigne de ne pas s'opposer au passage des orpailleurs clandestins, par mesure de sécurité. S'ils s'étaient opposés, les deux

employés de l'Arataï auraient bien compris que les orpailleurs étaient en position de force. A tel point qu'il était formellement déconseillé de recevoir leurs demandes d'association. « Domingo m'a raconté qu'un jour une pirogue de clandestins s'était arrêtée au camp de l'Arataï. Ils étaient en panne de carburant, explique Pierre Charles-Dominique. Les fusils étaient posés bien en évidence devant la pirogue. Il lui est réclamé de l'essence... Il leur a expliqué qu'il lui en restait très peu mais a préféré leur donner cinq litres, par crainte. »

Photo: Guyane

Les gardiens de la plus grande réserve naturelle ont été tués

Selon la gendarmerie, les corps de Capi et Domingo, découverts jeudi aux Nouragues, présentaient des impacts de balles. Toutes les personnes présentes dans la réserve vont être évacuées.

Les enquêteurs de la brigade de recherche de la compagnie de gendarmerie de Cayenne ont confirmé, hier, le meurtre des deux piroguiers de l'association Arataï, retrouvés sans vie dans la réserve des Nouragues. L'un des corps présentait un impact d'arme à feu derrière la tête, selon le commandant Pons. L'autre a été atteint de face au niveau du thorax. Les deux victimes ont été transportées hier, à Cayenne en vue d'une autopsie.

« Capi » travaillait pour l'Arataï depuis 1996. Âgé de 62 ans, il faisait office de piroguier, de charpentier et surveillait le camp aménagé dans la réserve. Son collègue Domingo, âgé de 40 ans, occupait les mêmes fonctions depuis environ trois ans.

La disparition des pirogues, de leurs moteurs ainsi que de la radio Blu et d'une valise de téléphonie satellite Imarsat, évoque un meurtre crapuleux. La gendarmerie ne pense pas que le drame puisse être lié aux contre-coups d'une opération Anaconda menée le week-end dernier, dans le secteur d'Ipoucin, pourtant assez proche du camp de l'Arataï.



Malgré les panneaux délimitant la réserve naturelle, le secteur des Nouragues est occupé depuis 2001 par les orpailleurs clandestins et la petite « société » qui vit dans leur sillage. (Photo : G.J.)

La réserve des Nouragues est occupée, au moins depuis l'année 2001, par des orpailleurs clandestins. Mais rien ne permet pour l'instant de les soupçonner. L'association Arataï, qui gère la plus grande réserve naturelle de France (100 000 hectares), s'était d'ailleurs efforcée d'alerter les autorités sur ces intrusions. Mais sans mettre en danger ses agents. « Ils n'ont jamais subi de menaces. Au contraire,

explique le président de l'association, Alexis Dompot. Car ils avaient pour instruction de ne jamais se mettre en travers de la route des orpailleurs clandestins. »

L'annonce de leur mort a aussitôt remis en mémoire l'assassinat d'un riverain du fleuve Approuagues, Philippe Gros, en novembre 2005. Les meurtriers n'ont pas été retrouvés, mais la gendarmerie, comme son entourage, soupçonne des tueurs à gage d'avoir exécuté un contrat de représailles. Philippe Gros avait apporté son concours aux gendarmes dans leur lutte contre l'orpillage clandestin, en signalant des caches de matériel de contrebande.

Une dizaine de scientifiques installés près du saut Pararé ont exprimé des craintes pour leur sécurité, dès jeudi, après l'annonce du drame. La gendarmerie a dépêché, hier, trois militaires pour surveiller leur camp, avant de les ramener à Cayenne aujourd'hui. Des agents de l'Office national de

la chasse ont déjà été rapatriés. Le camp scientifique du CNRS aux Nouragues avait été cambriolé il y a deux ans, presque jour pour jour.

Le meurtre de Capi et Domingo va paralyser pour un certain temps les activités de l'Arataï et peut-être du CNRS. « Il est clair que nous n'allons pas envoyer d'autres agents se faire tuer, explique le président de l'Arataï. Nous allons attendre les résultats de l'enquête et discuter des conditions de sécurité avec les différentes autorités. »

Alors que l'on s'apprête à créer un parc national, ce drame relance la question de l'intégrité de ces aires protégées et des moyens nécessaires pour la faire respecter. « La France doit avoir le moyen de ses ambitions. Nous avons un rôle à jouer pour assurer la protection de la faune et de la flore. Mais à quel prix ? », s'interroge Alexis Dompot.

D.V.

Le voisin d'un squat blessé par des jets de pierres

Déjà en très mauvais termes avec ses voisins du squat de la rue Digue Ronjon (détruit il y a deux semaines par la municipalité), un Cayennais s'est sérieusement accroché, mercredi soir, avec cinq à six d'entre eux. Vers 22 h 30, exaspéré par le bruit d'une fête, l'homme est sorti pour réclamer un peu de silence. Mais le

bruit a repris de plus belle vingt minutes plus tard. Il s'est alors emparé d'un seau d'eau et l'a jeté sur ses voisins, qui ont répliqué en lançant des pierres et des bouteilles sur sa maison. En sortant, il a été visé par des projectiles. Blessé au visage et à la main, il a porté plainte auprès du commissariat de police.

Libération, le 24 mai 2006

Le CNRS évacue une station en Guyane Orpaillage. L'assassinat de deux gardes souligne l'insécurité de la région Libération, le 24 05 06

La principale station scientifique française en forêt tropicale est vide depuis quatre jours. Des rotations d'hélicoptère ont évacué, vendredi et samedi, le site situé au coeur de la réserve des Nouragues, en Guyane. Motif : la découverte des cadavres des deux gardes assurant l'accueil d'une station d'écotourisme gérée par l'association Arataï, à quelques heures de marche et une heure de pirogue de la base scientifique. Assassins à coups de fusil par des bandits qui ont pillé leur matériel. Les deux gardes, Domingo Ribamar da Silva et Andoe Saaki, entretenaient d'étroites relations avec les scientifiques du site des Nouragues. Devant le risque d'une attaque, le représentant du CNRS en Guyane, Alain Pavé, a décidé l'évacuation. Pierre Charles-Dominique, responsable de la station, nous assurait hier que « les assassins ont été arrêtés et remis à la gendarmerie par la population brésilienne du bourg de Regina ». Ce nouvel épisode dramatique vient une nouvelle fois souligner l'insécurité qui pèse sur la station des Nouragues, après le pillage du site adjacent du saut Pararé. Or cette station constitue un élément clé du dispositif de recherche national sur les forêts tropicales. Implantée dans une zone inhabitée depuis trois siècles, bien équipée, accueillant des scientifiques étrangers et des missions françaises, elle permet des études de long terme sur les écosystèmes (Libération du 10 avril 2004). Mais l'orpaillage clandestin met en cause la réserve, dégrade l'environnement (chasse, détournement des cours d'eau, mercure) et attire de nombreux criminels. Pour Pierre Charles-Dominique, il faut que « la gendarmerie ou l'armée installent un poste permanent sur la rivière Arataye, pour que le CNRS dont la présidente, Catherine Bréchignac, doit visiter les Nouragues jeudi ouvre de nouveau le site aux scientifiques ». Par Sylvestre Huet